



**Soilih Mohamed  
a déposé  
sa candidature**

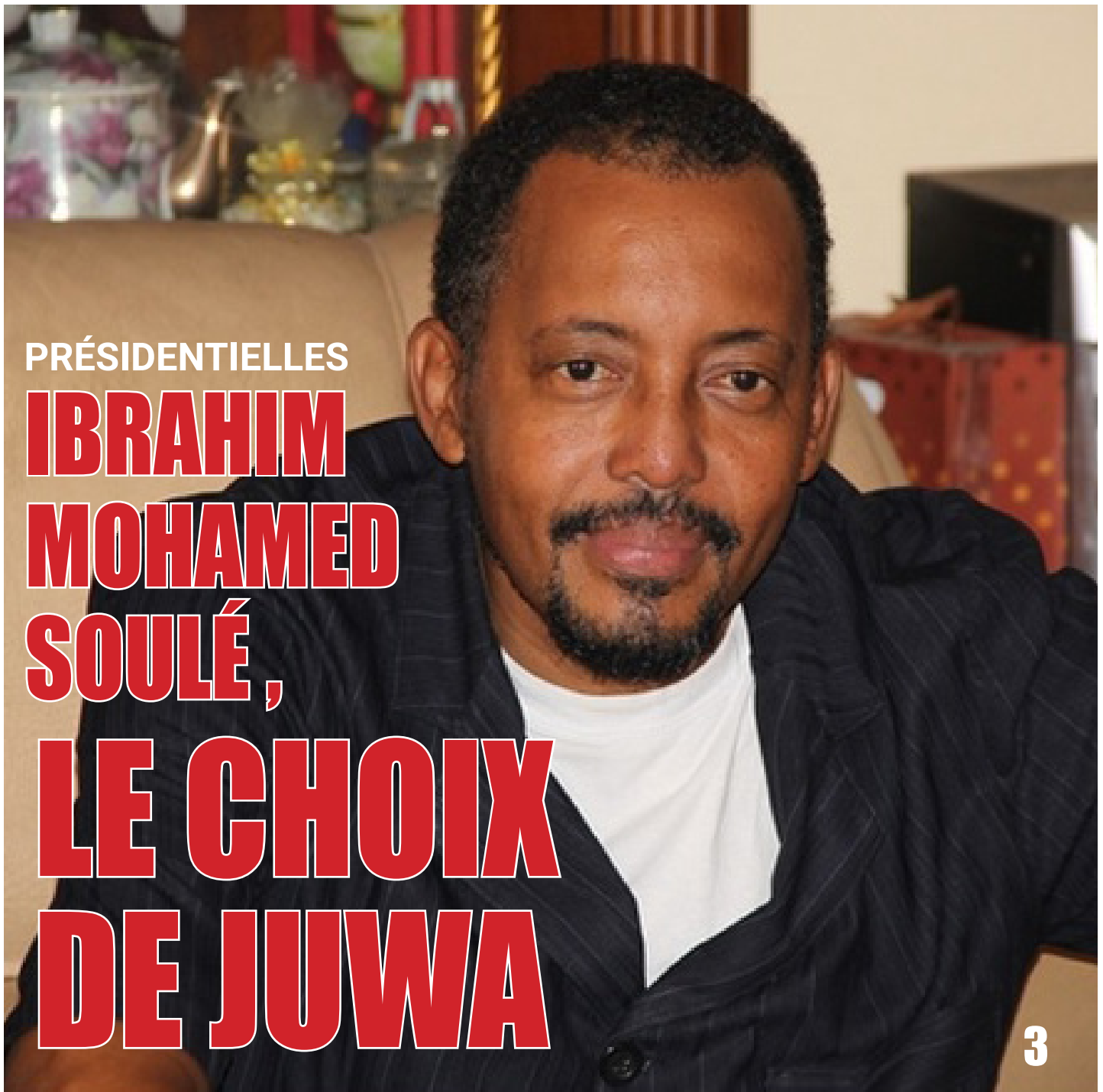
**3**

MERCREDI 18 JANVIER 2019

EDITION: 1225

CINQUIÈME ANNÉE

PRIX : 250 FC



**PRÉSIDENTIELLES**

**IBRAHIM  
MOHAMED  
SOULÉ,**

**LE CHOIX  
DE JUWA**

**3**

## Politique

## « L'alliance de l'opposition est solidaire »

Les divergences entre les partis de l'opposition s'annoncent. Le coordinateur de l'union de l'opposition, Ibrahim Abdourazak alias Razida rassure la solidarité des partis issus de l'opposition car l'objectif de l'opposition est de faire chasser le régime d'Azali par la voie de la démocratie.

« Aucune division au sein de l'alliance de l'opposition », affirme le coordinateur de l'union de l'opposition, Ibrahim Abdourazak Alias Razida. En tout, 9 partis forment l'alliance de l'opposition. Le coordinateur de l'union de l'opposition assure que les partis

issus de l'opposition ont les mêmes principes stratégiques. Les déclarations faites par certains dirigeants de l'opposition font remous au sein de la plateforme de l'opposition. Mouigni Baraka et le parti Juwa s'écarterent du côté de l'alliance de l'opposition mais le coordinateur de l'union de l'opposition a avancé que « tout cela on va corriger. Les partis de l'opposition restent unis. » Ibrahim Abdourazak a critiqué la politique du chef de l'Etat tout en avouant que « ce n'est pas d'aller mentir devant les étudiants qu'il a créé 2800 emplois en 2 ans qu'il va réussir aux élections. Au contraire au bout de 2 mois dès son investiture,



▲ Photo d'archive de l'union de l'opposition

Azali a chassé plus de 5000 jeunes recrues du régime dernier. Une pratique qui va à l'encontre de son slogan un jeune, un emploi. » Le coordinateur n'a pas mis des gants quant au pillage sur les sociétés d'Etat. « Avec sa politique de destruction

de certaines sociétés d'Etat, Azali croit qu'avec sa politique actuelle, les comoriens vont encore lui donner confiance » lâche-t-il. Tout ça, dit-il, le peuple comorien a pris note et va sanctionner Azali Assoumani.

KAMAL SAÏD ABDOU

## Politique

## FNJ tient son 8ème congrès ce weekend

Dans le cadre des activités politiques, le front national pour la justice tient son 8ème congrès ce samedi et dimanche. Des activités seront entretenues notamment le vote du nouveau bureau qui va remplacer celui d'Abdillah Yahaya ancien député et secrétaire général du parti.

Conformément au statut régissant le parti FNJ, ce dernier organise son 8ème congrès ce samedi et dimanche à Al-Camar. Cette initiative de la part du parti Fnj va de pair avec les nouvelles perspectives du parti. Parmi les objectifs visés dans ce congrès,



▲ Assaf Mohamed Mkandzilé

l'organisation des élections du nouveau bureau et les nouvelles options du parti surtout en ce moment où le pays s'apprête à organiser des élections. Il est à noter que le Fnj est un des partis

figurant dans la mouvance présidentielle. Officiellement le parti FNJ, soutient la politique générale du Président Azali Assoumani notamment le changement du système de

gouvernance et le décollage annoncé par Azali Assoumani à l'horizon de 2030. Devant une telle initiative du chef de l'Etat, le FNJ appelle à la solidarité des partis issus de la mouvance présidentielle de se rallier avec l'initiative du chef de l'Etat sur le nouveau changement de notre pays. Le pays a besoin d'homme de rigueur, puissant et déterminé pour le changement du pays, selon le FNJ. C'est dans ce sens que le parti FNJ, soutient la politique générale du Président Azali Assoumani portant sur le changement du système de gouvernance.

KAMAL SAÏD ABDOU

## Présidentielles

## Ibrahim Mohamed Soulé, le choix de Juwa

En fin juwa a choisi son candidat pour les présidentielles prochaines. C'est le député Ibrahim Mohamed Soulé qui portera la couleur du parti Juwa. Des noms ont circulé sur le candidat de Juwa aux élections présidentielles mais, le vrai nom est apparu depuis hier jeudi.

« Dès le départ notre parti Juwa se bat et continue à se battre. Nous n'avons pas formé d'alliance avec d'autre parti », affirme député Msaidié. Le parti Juwa a sollicité à l'union de l'opposition der se présenter avec plusieurs candidats afin de barrer la route à Azali Assoumani, en vain. Le Juwa a préféré de faire cavalier seul en désignant un candidat du parti tout comme le parti RDC de l'ancien gouverneur Mouigni Baraka Said Soihli. Chose promise, chose faite. Le Juwa a son candidat notamment le député de

Moroni Nord, Ibrahim Mouhamed Soulé, aux élections présidentielles. Un choix qui a été fait à l'unanimité dudit parti.

Après le choix du candidat aux présidentielles, l'opinion publique attend les candidats de Juwa aux élections des gouverneurs des trois îles. Considéré comme étant l'un des plus grands partis politiques aux Comores, le Juwa a du pain sur la planche vu que les ténors du parti sont derrière les barreaux.

Le parti Juwa promet un développement durable et une justice nourrie d'impartiali-



▲ Ibrahim Mohamed Soulé

té, d'égalité, de crédibilité. Il compte rétablir l'ordre constitutionnel, intégrer la tournante, lutter contre la corruption comme tous les

candidats qui se déclarent candidats aux prochaines échéances.

EL-ANIYOU

## Elections présidentielles

## Soilih Mohamed a déposé sa candidature

Les candidatures aux élections présidentielles sont ouvertes, les déclarations des candidatures se poursuivent. Le colonel Soilih Mohamed a déposé sa candidature hier à la cour suprême. Animé par l'unité et la stabilité du pays, Soilih Mohamed permet le retour de l'ordre constitutionnel, le maintien de la tournante et le respect des accords de Fomboni, entre autres.

Les élections présidentielles s'approchent, le colonel Soilih Mohamed se lance dans la course. Après sa déclaration faite à Mitsamiouli la semaine dernière, le colonel Soilih poursuit son chemin. Le colonel a effectué le dépôt de sa candidature hier auprès de la cour suprême. Une occasion pour le candidat aux élec-

tions présidentielles d'insister sur la paix, la stabilité et le maintien de l'ordre constitutionnel. Le colonel Soilih se dit confiant et compte apporter le changement au bénéfice de la population. La gestion de l'Etat et les modalités de gouvernance font parmi ses préoccupations car, elles font partie des grands obstacles qui



▲ Colonel Soilihi Mohamed à la cour suprême

empêchent le développement du pays. Selon lui, On n'accepte pas que la gestion de l'Etat soit au bénéfice des familles des gouvernants. Les accords de Fomoboni gage de la stabilité du pays. Des accords qui ont ressorti l'Union des Comores,

et qui restent les socles du maintien de l'équilibre des îles et la cohésion sociale. A en croire le colonel « Je ne peux en aucun moment accepté qu'une seule personne disloque nos îles », lâche le candidat du Nord.

KAMAL SAÏD ABDU



## Infrastructures routières

## La route Hahaya-Mitsamihouli inaugurée



▲ Azali et le diplomate saoudien coupent le ruban

La route Hahaya-Galawa est inaugurée hier jeudi par le chef de l'Etat Azali Assoumani et l'ambassadeur saoudien en Union des Comores, devant un parterre d'autorités. Un tronçon d'une longueur de 20 Km et de 7m largeur sur les zones non construites dont 6,6m en enrobée bitumeux est achevé.

Après la réception technique de la route Hahaya-Galawa le samedi 12 janvier 2019 en présence du secrétaire général du ministère de l'Aménagement du territoire, du directeur des travaux des routes, du coordonateur du projet et de la société de contrôle et des techniciens chinois, l'inauguration de cette route a eu lieu hier. Cette route a une longueur de 20 Km et de 7m largeur sur les zones non

construites dont 6,6m en enrobée bitumeux. Ce projet est financé par le Fonds saoudien à hauteur de 10 milliards dont 4 milliards pour la route Hahaya-Galawa et 6 milliards destinés pour la route Binbini-Lingoni dans l'île d'Anjouan.

La réhabilitation de cette route permet d'accroître l'économie du pays et de la région en particulier en facilitant le transport. Faciliter la circulation dans

cette région, promouvoir le développement socio-économique de la région et du pays. La réhabilitation de la route va de pair avec l'initiative de rehausser le secteur économique et du tourisme, socle de l'émergence. De leur part, les habitants de cette région ont manifesté leur joie face à cette initiative gouvernementale. Ils ont manifesté également leur soutien sans faille aux actions gouvernementales

visant à faire décoller le pays dans un climat socio-économique sain.

« L'inauguration de la route Hahaya-Mitsamihouli, construite grâce au Fonds saoudien est une belle occasion, de marquer l'importance que le gouvernement et moi-même, donnons à la construction de nos infrastructures », déclare le président Azali Assoumani. Et lui de poursuivre, « cette inauguration nous donne l'opportunité de souligner la place de la construction et de la réhabilitation de nos infrastructures, toutes catégories confondues, dans notre programme de développement et dans l'émergence de notre pays. » Le chef de l'Etat a exprimé sa gratitude à l'endroit des partenaires au développement, bi et multilatéraux, qui ont toujours été accompagné les Comores.

KDBA

## Déclaration des journalistes des Comores et de l'UPF-Comores suite aux propos du chef de l'Etat à l'endroit de Jamal Khashoggi

Le jeudi 17 janvier alors qu'il inaugurerait officiellement à Mitsamihouli la RN1 nouvellement réfectionnée, le chef de l'Etat Azali Assoumani a tenu des propos qui inquiètent l'ensemble des journalistes aux Comores. Dans son discours, le président de la République louait « les efforts » du roi d'Arabie Saoudite pour accompagner les Comores dans ses chantiers de développement.

Dans la même lancée, il s'en est violemment pris au monde entier qui selon lui, a fait de l'affaire Khashoggi une montagne. Il qualifie cet élan de solidarité de « mauvaise foi » dans la mesure où « chaque jour des centaines voire des milliers des gens meurent dans le monde, notamment en Palestine, et personne ne pipe mot ». Il regrette que pour « une seule » personne tuée, le monde entier s'agite. Pour le président des Comores, un Saoudien assassiné dans une ambassade de l'Arabie Saoudite, relève « de la cuisine interne ».

Ces propos tenus par le président de la République Azali Assoumani inquiètent au plus haut point l'ensemble des journalistes des Comores. En effet nous nous demandons ce qui nous attend dans notre pays quand notre président manifeste publiquement un dédain sur l'assassinat d'« un » journaliste saoudien critique vis-à-vis du régime de son pays. Minimiser cette affaire ô combien gravissime, reviendrait à nous dire que si d'aventure un triste sort s'abattait sur un journaliste exerçant aux Comores, l'opinion internationale n'aura pas à s'en inquiéter car tous les jours il y a plusieurs prisonniers/blessés/morts ? Ainsi, nous demandons solennellement au chef de l'Etat de revenir sur ces propos qui ont choqué non seulement les journalistes mais l'opinion dans sa majorité.

FAIT À MORONI LE 17 JANVIER 2019

## Justice

# Me Mzimba demande au président de faire grâce aux détenus

Convié la presse jeudi dernier à l'hôtel le select, le bâtonnier Ibrahim Ali Mzimba, appelle le président de l'union des Comores, de faire grâce et d'acquitter les détenus « politiques. » Ces prisonniers sont détenus suite à des soi-disant actes barbares, portant atteintes à l'ordre public.

Loin de la politique, le bâtonnier Ibrahim Ali Mzimba, appelle le chef de l'Etat de faire grâce aux détenus. Me Mzimba reste persuadé que, seul le président de l'Union des Comores et l'assemblée nationale qui détiennent le monopole du pouvoir, pour

statuer une décision favorable pour les séquestrés. « Nous demandons d'une manière solennelle au président de dont il est l'unique détenteur des pouvoirs discrétionnaires pour gracier les détenus », lance Me Ibrahim Ali Mzimaba.

Ce dernier remet en cause l'inaction de la cour de sûreté de l'Etat qui rejette la double juridiction demandée par les avocats. « La cour de sûreté de l'Etat était illégale et le président Azali en est conscient de la partialité judiciaire contre les prisonniers », a fait savoir le bâtonnier. Selon lui, en référence de la matière pénale, si les procédures sont



▲ Me Mzimba devant la presse

salis, donc « aucune loi n'autorise de passer à l'effet et pourtant la cour de sûreté a fermé les yeux, sans tenir compte les procédures en question. Toutes les procé-

dures utilisées sur ledit dossier, ont été bâclées, cela prouve l'inutilité de faire recours à l'effet. »

N.M. ABDU (STAGIAIRE)

## Justice

# Hadji Issihaka condamné à 5 ans fermes et 100 mille d'amende

Poursuivit pour faux et usage de faux, escroquerie et abus de confiance Hadji Issihaka père de famille est déclaré coupable hier dans l'après-midi sur les trois chefs d'inculpations pesant sur ses épaules. Le tribunal correctionnel de Moroni lui ordonne de verser 38 million kmf à la victime Maoulida M'bae.

Hier jeudi, Hadji Issihaka a été déclaré coupable. Les faits qui l'ont conduits au tribunal correctionnel remontent en 2005 où le prévenu avait sollicité à la victime Maoulida M'bae d'ouvrir ensemble une pharmacie. Devant le juge la victime affirme avoir donné en espèce, 13 millions 500 mille kmf à Hadji Issihaka pour l'ouverture de la pharmacie. Sur sa déclaration, la victime dit avoir

recupéré les dossiers du prévenu par le biais de son frère Saïd Youssouf. Des dossiers, qui, selon la victime, ont été à l'origine de l'ouverture de la pharmacie. La victime ajoute qu'elle était la seule à s'occuper de tous les charges de la pharmacie sachant qu'Hadji Issihaka se trouvait en France. Suite à un contact téléphonique depuis la France Hadji Issihaka lui en proposer d'élargir leur affaire en créant une

plus grande pharmacie, selon la victime. « J'ai encore une fois donné 7 mille euro. Après plusieurs demandes, en vain, le prévenu est arrivé à signer un accord dont je figure comme actionnaire. Il me revient 18% et 24% à lui », a éclairé la victime.

Lors des débats la victime a fait entendre qu'avant même l'ouverture de la pharmacie le ministère de la santé mettait en doute un des diplômes de Hadji Issihaka. « Un dossier de Hadji Issihaka a été douté par le ministère de la santé. Après des travaux de recherche, nous avons été informé que le dossier appartient à quelqu'un d'autre », a fait



▲ Palais de justice

savoir Maoulida Mbaé.

Le prévenu a fait savoir qu'il a versé les 13 millions 500 mille à Maoulida M'bae. Les conseillers de Maoulida M'bae ont montré que leur client a été « victime d'escroquerie. » « Notre client a financé de l'argent. Il a travaillé durant deux ans sans gagner un sous. L'accord signé entre les deux hommes, montre que notre client a droit à 38,5% et 61,5%. D'où nous demandons 38 millions pour tout préjudice confondu ».

EL-ANIQU

## Présidentielle en RDC

# La SADC appelle les acteurs « au calme » et au respect des lois

Une réunion de haut niveau conduite par Hage Geingob, président namibien et président en exercice de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), s'est tenue jeudi 17 janvier à Addis-Abeba. Le communiqué final est très mesuré. Une réunion de l'Union africaine, à l'initiative de Paul Kagame, est prévue dans la foulée.

La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui préconisait dimanche un « recomptage des voix » et appelait à la formation d'un « gouvernement d'union nationale » en RDC, a largement revu sa position. Dans le communiqué final de la réunion de haut niveau qui s'est tenue ce jeudi à Addis-Abeba, en présence notamment des chefs d'État Cyril Ramaphosa et João Lourenço avant une seconde rencontre, le même jour, placée cette fois sous l'égide de l'Union africaine en présence de Paul Kagame, président Rwandais et président en exercice de l'UA. Il n'est désormais plus fait mention d'un éventuel recomptage. « Craintes d'une partie de la population congolaise » En ouvrant la séance, Hage Geingob, président de la Namibie et président en exercice de la SADC, en avait fixé les enjeux : « Le peuple de la République démocratique du Congo compte sur nous tous pour contribuer à créer un climat propice à la

cessation des conflits et de l'instabilité dans le pays. » « L'annonce faite le 10 janvier 2019 par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a suscité de l'espoir, notamment parmi la population de la RDC. Comme lors de toute élection, elle a également suscité des craintes dans une autre partie de la population congolaise, craignant qu'elle ne soit laissée de côté », a par ailleurs constaté Hage Geingob.

Convoquée la veille, cette réunion autour d'Hage Geingob de la double Troïka des chefs d'État et de gouvernement de la SADC a réuni João Lourenço, le président angolais, Cyril Ramaphosa, le président sud-africain (également président sortant de la SADC), Edgar Chagwa Lungu, président zambien. Augustin P. Mahiga, ministre tanzanien des Affaires étrangères, et Raphael Faranisi, ambassadeur du Zimbabwe en RDC, étaient également présents.

## JOSEPH KABILA ET LA CENI FÉLICITÉS

Après avoir écouté l'exposé de la situation délivré par Leonard She Okitundu, vice-Premier ministre des Affaires étrangères de la RDC, c'est un communiqué officiel très mesuré que les chefs d'État participants à cette réunion de haut niveau ont publié. Le texte adresse d'abord une série de félicitations : au gouvernement [de la RDC] et à la Commis-

sion électorale nationale indépendante (Ceni) « pour l'organisation et la conduite des élections dans un environnement globalement paisible et ce, malgré certains incidents, l'épidémie dévastatrice à virus Ebola et les problèmes de sécurité » ; ainsi qu'à Joseph Kabila, « pour son leadership démontré dans la conduite des élections ».

Le sommet demande instamment à la communauté internationale de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale

Après avoir « pris note du recours électoral introduit à la Cour constitutionnelle contestant les résultats provisoires de l'élection présidentielle », les chefs d'État y appellent les différents acteurs à « rester calme, agir de manière à consolider la démocratie, à préserver la paix et à traiter tout grief électoral conformément à la Constitution et aux lois électorales ».

Par ailleurs, « le Sommet demande instamment à la Communauté internationale de respecter la souveraineté

et l'intégrité territoriale » de la RDC. Un message que n'a pas manqué de relayer la diplomatie congolaise sur Twitter.

Une fuite de documents révèle que Martin Fayulu serait le vainqueur de la présidentielle

Des milliers de documents qui ont fuité le 15 janvier vers des médias étrangers prouveraient que Martin Fayulu est le véritable vainqueur de la présidentielle du 30 décembre. Le candidat de la coalition Lamuka aurait obtenu près de 60 % des voix selon ces données. Alors que la Cour constitutionnelle avait commencé à examiner le recours déposé par Martin Fayulu, afin de contester les résultats de la présidentielle du 30 décembre 2018 qui le donnaient deuxième, derrière Félix Tshisekedi, des milliers de documents ont fuité le 15 janvier vers plusieurs médias étrangers, qui prouveraient que le candidat de la coalition Lamuka est le véritable vainqueur de la présidentielle.

SOURCE : JEUNE AFRIQUE





## Mlango

**On largue les amarres et on part à l'assaut. Tous les coups sont permis. Tous les coups républicains bien sûr. Le but ultime étant de sauver ce qui reste de notre République. Mais Comment peut-on espérer un changement avec les mêmes personnes ? Il nous faut un empêqueur de tourner en rond. Le serpent ne doit pas se mordre la queue. Pas cette fois.**

### POUR UN RENOUVELLEMENT DE LA CLASSE POLITIQUE

Le très grand Mohamed Ali Soilihi est candidat à la candidature. Du haut de sa résidence surveillée, il a du mal à accepter que son heure soit passée. Il doit laisser la place à du sang neuf. Jeune. Il doit montrer l'exemple. Et espérer que par son acte, le peuple, un jour, lui pardonne. C'est ce qu'on attendait de lui, dans sa présidence de l'union de l'opposition. Mais hélas, trop nombriliste pour penser autrement. Le combat qui s'annonce ne peut pas se faire avec lui en tête, ni avec ses semblables. Et je parle ici de Mouigni Baraka en premier lieu et de la suite royale qui suit derrière. Leurs échecs dans l'ensemble des combats de l'Union de l'opposition, démontrent leur inefficacité et leur nullité. Pour espérer vaincre Azali, il faut une nouvelle approche, une vision à 360°, un renouvellement des têtes et une fusion des forces.

C'est à cela que je me demande, si c'est notre voix qui n'est pas audible ou s'il y a vraiment une carence d'ambition et de leadership dans la jeunesse. Parmi le nombre important de prétendants au poste de président de la République, le grand absent reste la jeunesse. Mais où est-elle

? N'est-elle pas prête à prendre à bras-le-corps son avenir et celui des concitoyens ? Va-t-elle laisser encore une fois, la destinée de notre république, aux mêmes personnes ? N'y a-t-il pas dans les grands partis politiques, des jeunes capables de relever le défi ? Où sont ces pragmatiques, capables de propulser et accompagner cette jeunesse ? Les ambitions personnelles qui minent la classe politique actuelle, semblent freiner la montée de ces nouvelles têtes, de ces nouvelles voix. Autant de questions pour peu de réponses. L'impression persistante de prêcher dans le désert demeure.

Un jeune cadre m'a rappelé récemment, la chanson d'un mythique groupe marseillais : « Demain, c'est loin ». Une manière de me dire peut être, que le temps n'est pas encore venu. Mais tel le djalico et le sambé, on fait du surplace depuis plus d'une quarantaine d'années. Les mêmes personnes se transmettent le témoin dans une course effrénée à l'enrichissement personnel. Nos concitoyens sont loin d'être béats et notre pauvre république est encore à construire. Le salut, viendra forcément d'une nouvelle génération, une nouvelle façon de faire. Un changement d'homme et de stratégie. Donner à boire, autre chose que le «



wubu wa madji » qu'on nous sert depuis l'indépendance. Mais encore une fois, les carottes semblent cuites. Un boulevard est accordé à Azali et ses affidés pour dérouler leur plan et placer les bonnes pièces sur l'échiquier. L'union de l'opposition se disloque, Juwa a du mal à choisir ces grands électeurs (selon Fahmi Saïd Ibrahim, Alwatwan 3594) et les autres partis politiques de l'opposition, se meuvent en silence. Il y avait largement le temps pour choisir un candidat ou une stratégie commune, mais au risque de se répéter, l'Union de l'opposition a perdu le nord. Aucun travail de fond n'a été fait pour sortir un plan commun, un programme, des idées, une stratégie... Rien. Welou. Zéro.

Il appartient donc à ceux qui veulent faire battre Azali, de mettre en avant ces nouvelles têtes que tout le monde réclame. Cette jeunesse qui n'a pas encore la tête plongée, dans le bouillonnant système de corruption

qui a anéanti notre classe politique. Il appartient à ceux qui sont épris de justice et de démocratie, de céder la voie à de nouvelles voix. A la société civile, principalement à la 3ème voie, de jouer son rôle et de faire converger les visions vers ce qu'il y a de mieux. Seul le renouvellement de la classe politique permettra de gagner la confiance du peuple. Et face à l'ogre politique qu'est le président Azali, face à toute la machine qu'il y a derrière lui, rien ne saurait être de taille, rien d'autre que la confiance du peuple. Personne n'y arrivera seul. Et comme nous avons l'habitude de le dire et de le penser, c'est aujourd'hui et maintenant. C'est maintenant que vous devez sortir de vos ornières et vous mettre à la disposition de la république. Demain, c'est loin. Demain, ce sera trop tard.

KHALED SIMBA

## Madagascar

## Rivo Rakotovao passera le pouvoir à Andry Rajoelina ce vendredi



La passation de pouvoir entre le président de la République par intérim, Rivo Rakotovao, et le président nouvellement élu, Andry Rajoelina, s'effectuera ce vendredi au palais d'Etat à Iavoloha. Des sources concordantes confirment que la cérémonie se déroulera dans le strict minimum. La fête proprement dite n'aura en effet lieu que le lendemain de cette passation, lors de la cérémonie officielle d'investiture du nouveau chef de l'Etat au stade de Mahamasina où près de 5000 invités, des personnalités politiques et publiques de différentes nationalités, sont attendues.

La passation de pouvoir symbolique entre le président sortant, Hery Rajaonarimampianina qui s'est porté candidat à sa propre succession lors du premier tour de la présidentielle, et Andry Rajoelina s'effectuera lors de la cérémonie d'investiture à Mahamasina, conformément aux dispositions de la Constitution. Du côté de Mahazoarivo, le gouvernement de Christian Ntsay posera sa démission samedi prochain au plus tard, le jour où le président de la Répu-

blique entrant présentera son nouveau Premier ministre. Les pronostics donnent favoris l'actuel chef du gouvernement d'autant plus que les parlementaires acquis au cause d'Andry Rajoelina sont favorables au retour de ce natif d'Antsiranana à son poste actuel. Néanmoins, le nom de Richard Fienena, grand technicien issu du parti de VPM / MMM de Hajo Andrianainarivelo est présenté comme concurrent direct de Christian Ntsay dans cette course à la primature.

#### ANDRY RAJOELINA : DES TÂCHES LOURDES ET DES PRIORITÉS NOMBREUSES

Andry Rajoelina, le nouveau président malgache, prendra ses fonctions dans quelques jours. Les tâches qui l'attendent sont déjà lourdes : le rétablissement de la sécurité, en centre-ville comme à la brousse, le redressement de l'économie qui se conjugue avec le comportement de la monnaie nationale sur le marché des devises, la mise en œuvre des projets sociaux visant à améliorer le quotidien des citoyens, la santé ou encore le renforcement de l'éducation et la politique qui constitue toujours un écueil pour le développement dans les pays pauvres.

#### LE PARTAGE DU GÂTEAU

A l'heure où le nouveau président se prépare à son investiture, il devrait également faire face à un dilemme titanesque relative au partage du gâteau. Rien qu'au niveau de la désignation du Premier ministre et la composition des membres du gouvernement, la tâche promet d'être ardue. Sa première expérience en tant que président de la Transition risque de ne pas être évidente, vu qu'il faudrait peut-être composer avec l'ancienne équipe de la Haute autorité de la Transition et celle de l'Initiative pour l'émergence de Madagascar, (IEM), son cheval de bataille pen-

dant la campagne. L'éventuel report des élections législatives qui devraient permettre à Andry Rajoelina de placer et de replacer ses lieutenants qui ne pourront pas tous entrer dans le gouvernement ne lui est pas d'une grande aide. Le mandat des parlementaires expirera toutefois au mois de mars et un vide institutionnel qui risquerait de fragiliser la stabilité politique est lourdement à craindre. D'autant plus que pendant la campagne électorale, il a déjà martelé la dissolution du Sénat dès sa prise de pouvoir. Mais il n'y a pas que la politique, car dans la situation actuelle où se trouve le pays, tout devient prioritaire. En matière de sécurité, la recrudescence des kidnappings des ressortissants étrangers ces derniers mois dans les grandes villes et celle des vols de zébus dans la campagne ainsi que la multiplication des vindictes populaires sont gaves. Certes, la réponse à ces problèmes devrait se trouver déjà dans l'IEM, mais reste à savoir, comment va-t-il s'y prendre pour les réaliser et quand est-ce qu'il va commencer à les mettre en œuvre ?

Madagascar ne s'est pas encore relevé des impacts de la crise de 2009 se trouve depuis dans une situation économique catastrophique qu'il faudra relancer dans l'urgence.

TRIBUNE DE MADAGASCAR